

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

LES ÉLECTIONS ALLEMANDES

Voici qu'un événement important vient de se produire dont vont, certes, se réjouir toutes les canailles nationalistes, tous les fabricants de munitions et tous les fournisseurs de l'armée de France.

Les élections allemandes ont eu lieu dimanche dernier et les résultats indiquent un renforcement formidable de la propagande chauvine et revancharde outre-Rhin.

Certes, ici, nous ne faisons aucune différence entre les parlementaires. D'extrême-droite ou d'extrême-gauche, ils se valent tous et accomplissent les mêmes exactions et les mêmes reniements lorsqu'ils se trouvent au Pouvoir. Aussi que le Reichstag compte une centaine de nationalistes hitlériens, 40 amis d'Hugenberg, cela nous émouvrira nullement s'il ne s'agissait que du personnel parlementaire. Mais, il faut bien le dire, parce que ce serait faire 1 contre 1 d'une profonde méconnaissance de la psychologie populaire que de nier cette vérité : le résultat des élections allemandes marque une régression très nette du peuple allemand.

Lorsqu'on sait que, pour piper des voix, même les communistes ont été obligés de se livrer à une vraie campagne de surenchère chauvine et que leurs discours ressemblaient comme deux gouttes d'eau aux paroles d'Hitler ou de Tréviranus, et que ce sont justement les bolcheviks et les national-socialistes qui gagnent des voix, uniquement grâce à la propagande ultra-patriotique qu'ils firent durant la campagne électorale, on est bien obligé de constater que si cela ne préjuge en rien l'avenir, le succès des revanchards indique tout de même, de la part du peuple d'outre-Rhin des dispositions qui ne sont rien moins que désastreuses pour le présent.

Car, enfin, si nous nous moquons de savoir quelle est l'équipe de forbans qui nous gouvernera, nous ne pouvons pas nier que ceux qui se laissent encore prendre au mensonge électoral entendent, en déposant leur bulletin de vote dans l'urne, manifester leur volonté. Et cette volonté manifestée dimanche dernier nous démontre que la dure leçon de 1914-1918 n'a pas plus appris aux travailleurs allemands qu'aux travailleurs français et que les uns et les autres sont prêts une fois encore à aller se faire casser la figure pour la plus grande gloire et le plus grand profit de la finance internationale.

**

Oh ! Qu'on nous comprenne bien. Si, par exemple, au lieu de porter leurs suffrages sur les nationalistes, les électeurs allemands avaient élu des socialistes, voire des Bolcheviks, le résultat n'aurait pas été sensiblement différent ; car de même qu'on trouve en France des Paul-Boncour, des Renaudel et autres Cachin qui seraient tous disposés à refaire la fameuse union sacrée en cas de conflit, il y a, là-bas, assez de Scheidemann, de Breitscheld, de Noske et de Thaelmann qui feraient de même en pareille conjoncture.

Seulement, au point de vue indicatif, il est tout de même préférable de voir le peuple dire : « Non ! » à la guerre et aux guerriers que de se jeter d'enthousiasme dans les bras des chercheurs de boucherie.

Au reste, si les élections de dimanche dernier ont été l'occasion d'un triomphe pour les nationalistes, le Gouvernement français y avait mis beaucoup du sien pour que ce résultat soit ainsi. Par les manœuvres militaires accomplies jusqu'à la frontière franco-allemande, juste en pleine période électorale, c'était, de la part du ministère Tardieu-Maginot, se livrer à une véritable provocation et chercher, par des élections allemandes à droite, une justification de l'accroissement des armements en France.

Aussi conçoit-on très bien que, dès lundi, le parti de l'Etat-Major, le Comité des Forges et toute la racaille mercantile qui vit de la mort des autres, a été en liesse au reçu des dépêches venant d'Allemagne.

Vous allez voir que dès la semaine prochaine dans les journaux bien pensants et sur les murs de la France entière on pourra lire de violentes exhortations à renforcer notre armement... pour se préparer contre le danger allemand !

**

Ce résultat n'a pourtant rien qui doive surprendre. Dès la cessation des hostilités, au lieu de voir des partis qui se

revendiquent du prolétariat international, au lieu d'entendre les porte-parole autorisés des groupements prononcer la condamnation formelle non seulement de la guerre mais du capitalisme qui l'avait amenée, nous avons vu tous les partis socialistes du monde légitimer l'attitude ignoble prise par eux en 1914 ; les chefs mêmes des grandes organisations syndicales semblaient se donner comme tâche d'enlever tout caractère révolutionnaire au mouvement ouvrier. A la formule d'union sacrée qui avait prévalu jusqu'en 1918, on fit succéder celle de l'intérêt général, et la majeure partie des hommes qui avaient été les thuriféraires de la « Nation offensée » avaient et ont même encore plein la bouche d'arguments pour soutenir la nécessité de défendre le pays s'il est attaqué.

La propagande malsaine faite pendant la guerre a continué, à peine atténuée après les hostilités. Alors qu'il aurait fallu que tous les groupements ouvriers et révolutionnaires reconnaissent leur erreur publiquement et se mettent immédiatement en campagne pour insuffler une horreur de la guerre et une réprobation contre toute idée nationaliste, nous avons vu, en France comme en Allemagne, en Angleterre comme en Belgique, les organisations ouvrières entrer dans des tas d'organismes gouvernementaux, quand ce n'était pas dans les gouvernements eux-mêmes. Bureau International du Travail, Société des Nations voient s'asseoir aux mêmes tables les ministres capitalistes, les capitaines d'industrie et les délégués d'organisations ouvrières.

Dans leurs réunions publiques, les partis socialistes tiennent des discours nettement patriotes. Seules les fractions syndicalistes révolutionnaires et anarchistes tentent une vigoureuse réaction contre le nationalisme sous toutes ses formes. Il est vrai que seules elles pouvaient prendre cette attitude, parce qu'elles sont les seules à affirmer que l'Etat qui subsistera un Etat quelconque la guerre sera une fatalité qui se reproduira avec une périodicité plus ou moins grande.

Tandis que les partis socialistes se sont intégrés au régime capitaliste, et cela est si évident qu'on peut assister depuis 1920 à l'entrée de plus en plus nombreuse de la bourgeoisie dans les sections de la II^e Internationale !

Quant à la III^e Internationale, tous ses efforts, toute sa propagande ont été pris par ses campagnes d'injures et de calomnies envers tous ceux qui ne voulaient se plier aux ordres de Moscou. Trop occupée à démolir le mouvement ouvrier, elle n'a pas eu le temps de faire une sérieuse besogne contre la guerre. Du reste, en Allemagne, les communistes étaient aussi patriotes que les hitlériens puisqu'ils réclamaient la révision du Traité de Versailles, la restitution de la Sarre, du couloir de Dantzig et des territoires de l'Est à l'Allemagne.

**

Comme on peut le voir, pas un seul parti, pas une seule centrale syndicale (l'A. I. T. exceptée) n'a fait une sérieuse besogne de déboufrage de crânes. Pourtant les questions sont multiples

qui peuvent créer une conflagration mondiale. Aucun pays européen qui participa à la guerre — l'Angleterre et la France exceptées — n'accepte maintenant les traités de paix. Même des petits pays, telle la Lituanie, réclame une révision du traité qui donne Vilna à la Pologne ; celle-ci réclame la Haute-Silésie, la Hongrie revendique le Banat, l'Italie veut des colonies, la Bulgarie la Bessarabie, l'Allemagne exige la Sarre, les territoires orientaux et des colonies, l'Autriche démembrée et qui se sépare des provinces agricoles ne vit que difficilement réclamer son rattachement à l'Allemagne ; bref, la majeure partie des nations européennes veut remettre la carte d'Europe sur le chantier.

Et c'est à ce moment que l'on essaye de nous endormir avec la fameuse fumisterie de la Fédération Européenne !

Et au lieu de mener une lutte ardente, de tous les instants, contre les nationalismes exacerbés, nous voyons les socialistes collaborer un peu partout au Gouvernement capitaliste, accepter des démissions à la S. D. N. et nous vanter l'œuvre gigantesque (?) accomplie à Genève, à Locarno et ailleurs, se faire les panégyristes de Briand !

Si nous accordons une importance spéciale aux élections allemandes, c'est parce qu'elles n'ont pas eu lieu sous un aspect ordinaire. Il ne s'agissait pas de se prononcer pour un gouvernement ou pour une forme quelconque de gouvernement ; il s'agissait de se prononcer pour ou contre la guerre.

La réponse est venue qui ne nous donne pas lieu de nous réjouir.

Puisque seuls les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires prennent nettement parti contre la guerre, puisque seuls ils restent à vouloir s'opposer par tous les moyens à la guerre, quelles que soient les causes de cette guerre, il va nous falloir redoubler d'activité, entamer une vaste campagne de propagande, non seulement antifasciste, mais antinationaliste, mais révolutionnaire.

Comment faire cette propagande ? Nous le verrons la semaine prochaine, car l'actualité nous a fait allonger cet article au point que nous sommes obligés de remettre la conclusion de notre article de la semaine dernière, et de celui-ci à huit jours.

NOTRE MEETING
du 10 octobre
POUR BERNERI

Nous nous excusons d'avoir porté notre manifestation à une date aussi éloignée ; ceci ne nous est pas impuntable, on trouve de plus en plus difficilement une salle à Paris pour tenir une réunion.

Comme le procès de Berneri a lieu le 15 octobre, et qu'alors la question de son séjour à Paris se posera encore avec plus d'acuité, notre meeting viendra à son heure.

Mais le 10 octobre la solidarité des camarades devra se manifester sérieusement. Car pour que Berneri obtienne satisfaction il est nécessaire que notre réunion connaisse un succès sans précédent. — Le Comité du Droit d'asile

Il y a près de deux ans, je crois, que la nouvelle nous parvenait d'une tentative de suicide de celui qui fut le grand polémiste de l'*En Dehors* et de la *Feuille*. A cette époque, nous publions dans le *Libertaire*, sous la signature d'un camarade qui s'est convaincu depuis, hélas, que la liberté d'être défendue, un article sur celui qui fut marquer son passage dans une période particulièrement tragique, mais aussi glorieuse, du mouvement anarchiste.

Zo d'Axa est mort.

Zo d'Axa ! ce nom, évidemment, ne dit rien aux jeunes. Quelques-uns peut-être ont eu la chance d'avoir entre leurs mains la collection de la *Feuille* et de l'*En Dehors* — dont E. Armand a repris le titre mais sans en continuer l'esprit — et aussi ce petit chef-d'œuvre intitulé de *Mazas à Jérusalem*. Ceux-là comprendront mieux quelle était la valeur de l'homme qui vient de disparaître.

Si nous accordons une importance spéciale aux élections allemandes, c'est parce qu'elles n'ont pas eu lieu sous un aspect ordinaire. Il ne s'agissait pas de se prononcer pour un gouvernement ou pour une forme quelconque de gouvernement ; il s'agissait de se prononcer pour ou contre la guerre.

La réponse est venue qui ne nous donne pas lieu de nous réjouir.

Puisque seuls les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires prennent nettement parti contre la guerre, puisque seuls ils restent à vouloir s'opposer par tous les moyens à la guerre, quelles que soient les causes de cette guerre, il va nous falloir redoubler d'activité, entamer une vaste campagne de propagande, non seulement antifasciste, mais antinationaliste, mais révolutionnaire.

Comment faire cette propagande ? Nous le verrons la semaine prochaine, car l'actualité nous a fait allonger cet article au point que nous sommes obligés de remettre la conclusion de notre article de la semaine dernière, et de celui-ci à huit jours.

NOTRE MEETING
du 10 octobre
POUR BERNERI

Nous nous excusons d'avoir porté notre manifestation à une date aussi éloignée ; ceci ne nous est pas impuntable, on trouve de plus en plus difficilement une salle à Paris pour tenir une réunion.

Comme le procès de Berneri a lieu le 15 octobre, et qu'alors la question de son séjour à Paris se posera encore avec plus d'acuité, notre meeting viendra à son heure.

Mais le 10 octobre la solidarité des camarades devra se manifester sérieusement. Car pour que Berneri obtienne satisfaction il est nécessaire que notre réunion connaisse un succès sans précédent. — Le Comité du Droit d'asile

Nous nous excusons d'avoir porté notre manifestation à une date aussi éloignée ; ceci ne nous est pas impuntable, on trouve de plus en plus difficilement une salle à Paris pour tenir une réunion.

Comme le procès de Berneri a lieu le 15 octobre, et qu'alors la question de son séjour à Paris se posera encore avec plus d'acuité, notre meeting viendra à son heure.

Mais le 10 octobre la solidarité des camarades devra se manifester sérieusement. Car pour que Berneri obtienne satisfaction il est nécessaire que notre réunion connaisse un succès sans précédent. — Le Comité du Droit d'asile

Nous nous excusons d'avoir porté notre manifestation à une date aussi éloignée ; ceci ne nous est pas impuntable, on trouve de plus en plus difficilement une salle à Paris pour tenir une réunion.

Comme le procès de Berneri a lieu le 15 octobre, et qu'alors la question de son séjour à Paris se posera encore avec plus d'acuité, notre meeting viendra à son heure.

Mais le 10 octobre la solidarité des camarades devra se manifester sérieusement. Car pour que Berneri obtienne satisfaction il est nécessaire que notre réunion connaisse un succès sans précédent. — Le Comité du Droit d'asile

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"

FRANCE	ETRANGER
Un an 22 fr.	Un an 30 fr.
Six mois. 11	Six mois. 15
Trois mois. 5 50	Trois mois. 7 50
Chèque postal : Jean Girardin 1191-98.	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

ZO D'AXA

fusil d'un insurgé, mais, si celui-ci en reprenant son arme, s'était avisé de le féliciter et de vanter sa conviction, il eut souffert de sa candeur. S'il ne croyait à rien, même pas à lui-même, dans son amer et desséchant individualisme, il aimait les « beaux gestes » et le « geste de révolte » était pour ce mousquetaire attardé, le plus beau des gestes. Il méprisait sans doute le plus des compagnons de la « société future » qu'excitaient au combat ses articles d'une verve endiablée, mais, vaincus il ne les abandonnait pas. Il tendait avec eux les poignets au fer du vainqueur avec une parfaite insolence. »

Nous négligeons, bien entendu, les suppositions de Buré en ce qui concerne le « mépris » de Zo d'Axa pour ceux qui luttaient avec lui contre les iniquités sociales, mais qu'il n'abandonna pas dans la peine. Cela semble un peu paradoxal.

**

Zo d'Axa, à son honneur, ne marcha pas plus pour la guerre du droit que pour la révolution russe. Sollicité en 1917 de donner ses mémoires, il écrivit à Buré : « Ce n'est pas par hasard que je n'écris jamais et si d'ailleurs il me prenait quelque vain plaisir à penser tout haut, je ne serais pas retrospectif. C'est au présent que je parle et trop en dehors, croyez-le, des ronronnements de l'Union Sacrée, car je suis le même, malgré le poil blanc et le silence... »

Et Emile Buré qui ne demanderait pas mieux certainement, de croire morts l'anarchie et ses partisans, de conclure :

« Jehan Rictus est Action française, Zo d'Axa meurt En dehors. La grande, la pittoresque bohème romantico-anarchiste appartient au passé. C'est probablement qu'il n'y a plus rien à détruire... »

Jehan Rictus, Action française, cela resterait à prouver. Lorsque, il n'y a pas bien longtemps, l'auteur des *Soliloques du Pauvre*, sur ma demande, donna son gracieux concours à une fête pour ce journal, il se défendit contre ce ragot et contre celui qui faisait de lui un millionnaire. Ceux qui connaissent la façon de vivre de Jehan Rictus sont fixés sur ces points.

Quant à dire qu'il n'y a plus rien à détruire parce que l'on ne voit plus de ces gentilshommes de lettres croiser le fer contre les horreurs présentes, c'est aller un peu vite en besogne.

Ce n'est pas notre faute si les amis de Zo d'Axa ont mal tourné, si le présent leur donne des satisfactions matérielles, telles que leur ardeur juvénile s'est transformée — dans les cas les plus heureux — en un scepticisme souriant.

Il y a tout à détruire. L'autorité s'avère de plus en plus, quelle qu'en soit la forme, comme l'unique cause de tous les maux dont souffrent les humains. Plus les années s'écoulent et plus elle démontre son impuissance et sa nocivité.

Si les « mousquetaires » meurent ou se retirent de la mêlée, il reste encore des anarchistes qui continueront la lutte, peut-être sous des formes moins romantiques, mais qui sauront conserver, néanmoins et d'une autre façon que ses laudatoires actuels, le souvenir du libertaire Zo d'Axa.

PIERRE MUALDES.

Un appel pressant à tous les camarades

Nous avions demandé, la semaine dernière, pour aider le *Libertaire*, à tous nos lecteurs de faire un effort financier rapide.

Quelques-uns ont répondu à notre appel, mais en trop petit nombre, hélas !

Et c'est pourquoi nos abonnés recevront, avec leur numéro de cette semaine, un chèque postal dont ils pourront se servir pour nous envoyer au plus vite leur souscription.

Le *Libertaire* est en grave difficulté. Et pourtant il faut continuer les campagnes entreprises ; il faut non seulement tenir, mais augmenter la diffusion de l'organe anarchiste.

Que tous nos amis, lecteurs au numéro, abonnés, ramassent autour d'eux ce qu'ils pourront et l'env

FAITS ET DOCUMENTS

Où veut-on en venir ?

Telle est la question que l'on se pose avec une anxiété motivée. Ne dramatisons pas, voyons les choses en face.

Il y a seulement dix ans personne n'aurait supposé un seul instant que la guerre pût à nouveau devenir pour les mêmes générations une réalité. Nul n'aurait envisagé le déchaînement de cette barbarie dans un délai rapproché.

Ce n'est pas encore la guerre ; mais depuis trois ans environ l'on en parle, les journaux en sont remplis. Ils en causent non pas comme d'une chose horrible qu'il faudrait éviter, mais comme d'une nécessité, comme quelque chose d'inévitables à la vie sociale et d'un trouble fonctionnel du corps humain.

L'on prépare la guerre, c'est un fait. Mais cette préparation ne réside pas seulement dans l'intensification de l'armement. Pour entraîner à la guerre, il faut que l'idée s'accroît dans le peuple, qu'elle est légitime, sinon inévitable, alors seulement quand il est persuadé de sa « nécessité » et prêt à la faire, elle devient possible... les gouvernements brusquent les choses.

Il est facile à une presse asservie de travailler l'opinion et nous constatons qu'elle accuse constamment nos voisins d'intentions noires et leur prête en outre des desseins sinistres dans le but de nous soumettre et de nous voler nos richesses et nos colonies. Parallèlement on donne des détails techniques sur la guerre moderne et les moyens pour les populations de se préserver contre les gaz. Un tel langage il y a dix ans fut été taxé de folie ; aujourd'hui il n'y a nulle réaction. C'est à croire que les hommes ont oublié et que la guerre est une chose tout à fait naturelle au point que, si on la considère comme un fléau, on est prêt à l'accepter.

Nous en sommes revenus à 1912 ; même psychologie populaire, même absence de réflexes contre une menace nette. C'est que, aujourd'hui, l'homme de la rue est convaincu que la France est le pays le plus libre, celui où la vie est la meilleure, etc... autant de bourses dont on nourrit l'esprit nationaliste et qui entretiennent la haine de l'étranger.

Notre pessimisme est basé sur l'atonie populaire et l'acceptation du mythe d'une nouvelle guerre du droit inévitable. Une guerre avec l'Italie serait acceptée d'emblée, l'opinion est mûre. Il y a même une autre conjoncture qui n'est pas exempte de dangers.

Nous avons évacué à regret les régions allemandes qui nous étaient concédées jusqu'en 1935. Cela ne fait pas l'affaire de nos métallurgistes qui croyaient avoir acquis les territoires dont ils exploitaient les richesses du sol. Ils compétaient tellement les garder qu'un récent éditorial de *La Volonté* nous a appris qu'ils avaient établis des tunnels en dessous de la frontière afin de faire communiquer les mines.

D'autre part, la situation est tendue entre l'Italie et la Yougoslavie comme elle fut pas encore. Et le jeu des alliances nous entraînerait dans une guerre tout comme en 1914. L'incident peut fort bien s'allumer là.

La situation est trouble et ce ne sont pas les manœuvres de l'est et sud-est qui infirmeraient notre esprit belliqueux. Pendant qu'à Genève nous envoyons pour nous représenter une délégation en majorité réactionnaire.

Où veut-on en venir ? Et nos métallurgistes sont-ils sûrs d'eux au point de croire qu'une guerre n'amènerait point par la suite la révolution ?... Au fait, peut-être bien ; le peuple a montré après la dernière élection de crédibilité qu'ils se croient tout permis.

**

Un temps, sous le cartel, il fut question de supprimer le bagné. Or, aujourd'hui, non seulement il n'est plus question de le supprimer mais on en crée un nouveau. Un décret du 6 juin 1930 a décidé que la région de l'Inini qui se trouve en Guyane, deviendrait un territoire autonome sur lequel on dirigerait les condamnés asiatiques dans le but de coloniser cette région, dangereuse entre toutes par son climat et les fièvres.

Les quinze cents condamnés que l'on prévoit pour cette colonie devront être employés à l'exécution de travaux publics.

**

Les loups, dit-on, ne se mangent pas entre eux. L'exemple nous est fourni à nouveau de constater la vérité profonde de ce proverbe. Jusqu'à ce jour la firme Coty et le Consortium Hachette étaient à « cou-teaux tirés ». Les faits sont trop récents pour que nos lecteurs ne se souviennent pas de la lutte engagée au moment de la parution de *L'Ami du Peuple* ; mais tout s'atténue avec le temps surtout lorsque des intérêts identiques sont en jeu.

Ce qui nous autorise à dire cela c'est que *L'Ami du Peuple* et les *Messages* Hachette viennent chacun d'adresser une circulaire aux dépositaires de journaux Hachette de la région parisienne. Ces deux circulaires annoncent aux propriétaires de kiosque, qu'ils pourront vendre *L'Ami du Peuple* et les autres journaux, s'ils en font la demande directement à l'administration du journal de Coty.

Quant aux dépositaires de journaux qui furent remerciés par Hachette pour avoir vendu le journal à Coty, il est fort probable qu'ils soient les seules victimes du duel Coty-Hachette. Ce que nous ignorons et qui vaudrait d'être connu, ce sont les raisons profondes de cet accord. Nous tiendrons au courant nos lecteurs des faits intéressants qui pourraient survenir.

**

Il y a quelque temps nous avions parlé du travail forcé aux colonies, qui a motivé un rapport à la S. D. N. La France, pays républicain et démocratique, n'a pas voulu conserver une telle honte. Par un décret paru au *Journal Officiel* du 30 août, elle l'a effacé de son langage officiel. Donc, à dater de la promulgation de ce décret, le travail forcé n'existe plus, la législation de ce pays, au lieu de « travail forcé » ne connaît plus que le travail public et obligatoire. C'est l'œuvre de Colomb, il ne s'agitait que d'y penser. Et c'est au nom de l'article II de la Convention du Bureau International du Travail que les indigènes seront astreints à ce travail obligatoire.

Cet article II est ainsi conçu : « Le terme de travail public obligatoire

désigne tout travail ou service exigé d'un individu, pour l'exécution duquel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré, en dehors des travaux ou services résultant de ses obligations fiscales ou militaires ou de l'exécution d'une peine de droit commun. »

Le travail obligatoire ainsi envisagé apparaît en somme identique au travail force.

**

La France n'est pas seule à connaître les difficultés financières. Tous les pays qui ont participé à la guerre — à part les Etats-Unis qui, dans cette circonstance, se sont enrichis mais qui connaissent des difficultés d'un autre ordre — ont une situation financière difficile. L'Allemagne qui avait liquidé sa dette par la faillite n'échappe pas maintenant à ces mêmes difficultés. L'exercice budgétaire 1924-25, le premier après la revalorisation du mark, s'était achevé sur un excédent de 537 millions de marks. Celui-ci se transforma dès 1926 en un déficit de 110 millions. L'année financière 1926-27 se termina à son tour avec un déficit de 853 millions.

La situation économique allemande est déplorable, les dépenses au titre des réparations, des charges intérieures croissantes pour secourir les chômeurs obèrent sévèrement le budget.

La dette publique du Reich était de 2.406 millions au 31 mars 1924 et de 10.353 millions au 31 mars 1930. Le Reich a donc emprunté, en six ans, 8 milliards de marks en chiffres ronds, dont plus d'un milliard en 1929-1930.

En plus de ces dépenses il faut tenir compte du développement outrancier de la bureaucratie qui dévore la plus grosse partie des ressources du budget ; seulement pour cette année, les charges administratives se sont élevées de 1.521 millions à 2.399 millions de marks. Une progression aussi continue conduit toute la nation allemande à une misère de plus en plus grande et à la faillite de l'Etat allemand.

« A moins que ce soit une manœuvre de la métallurgie réactionnaire qui provoque d'innombrables difficultés dans le but de réussir des élections à droite et de rétablir la monarchie. »

** *

Le Bureau International d'Education de Genève publie une statistique sur les dépenses attribuées à l'instruction publique par les Etats d'Europe. Voici les chiffres proportionnels de chaque budget :

Suède, 19,8 0/0 ; Danemark, 19,6 ; Pays-Bas, 19,2 ; Allemagne, 16,4 ; Norvège, 14,8 ; Hongrie, 12,2 ; Angleterre, 10,6 ; Tchécoslovaquie, 9,3 ; Belgique, 8,2 ; Italie, 7,2 ; France, 6 ; Espagne, 5,3 ; Grèce, 4,7 ; Autriche, 3,2 ; Portugal, 1,5.

Dans les pays peu militarisés (Suède, Danemark, Pays-Bas), le cinquième du budget va à l'instruction publique, mais en France, le dix-septième seulement, alors que la guerre et tout ce qui s'y rattachent absorbe les deux tiers de notre budget.

Triste... vraiment !

Bernard ANDRE.

PROPOS D'UN PARIA

Nous sommes décidément dans une époque où les gestes les plus grands et les plus nobles s'accomplissent.

Depuis déjà longtemps on n'avait entendu la voix suave de Poincaré. Naturellement, pour sa rentrée dans la vie publique, il a choisi un de ses lieux de pré-dilection : un monument aux morts.

Et dimanche dernier, à Forges-sur-Meuse, notre « sauveur du franc à quatre sous » y est allé d'un de ces beaux petits lâches, qui démontrent amplement à tous les « méchants » qui en douteraient, que nous sommes un peuple profondément pacifique et idoine à la bonne humeur.

Nul n'était mieux qualifié que l'homme qui ril dans les cimetières, pour apporter sa pierre à l'édifice d'hilarité officielle qu'est en train de bâti Tardieu-N'Gôto.

La municipalité de Forges, reconnaissant un grand petit homme d'être venu vaïciner enfin les murs de la petite cité meusienne, a décidé de marquer par un geste solennel la joie de la population d'avoir entendu « pour de vrai » le président de la Guerre.

Lisez plutôt ce communiqué de presse :

Vendredi, 15 septembre. — Réuni, après l'inauguration du monument aux morts, le conseil municipal de Forges-sur-Meuse a pris la décision suivante, qui a été lue par le maire, M. Magisien, en présence de M. Raymond Poincaré et des parlementaires meusiens :

« Le conseil municipal des Forges, considérant que le président Raymond Poincaré a bien mérité de la patrie et de la République, décide, afin de graver dans la mémoire des générations présentes et futures, le nom de l'illustre Meusien, de donner le nom de place Raymond-Poincaré à la place où a été érigé le monument. »

Donner le nom de Raymond Poincaré à une place ce n'est peut-être pas faire monstre d'originalité. Mais donner ce nom à une place où il y a un monument aux morts, c'est là démontrer le plus beau sens de l'humour et de la logique.

Il n'y avait certes pas besoin de cela pour graver dans la mémoire des « générations présentes et futures » le nom de l'illustre Meusien.

Quinze millions de morts, les déçus, les ruines, la misère résultant de la dernière guerre, tout cela suffirait amplement à rappeler aux pauvres concitoyens de Maginot que Poincaré a existé et a pu faire des siennes.

Mais, tout de même, je pense qu'il serait utile de donner le nom de Raymond Poincaré à toutes les places où il y a un monument aux morts de la guerre. Je voudrais même que l'on puisse grouper tous les cadavres de ces victimes de la boucherie dans un même cimetière. A la porte d'entrée de ce cimetière on inscrirait en lettres d'or : Poincarépolis.

Ce serait, je crois, la meilleure façon et la plus adéquate, de rendre à l'illustre Meusien l'hommage qui lui est dû.

Aristobole.

Ordre et Progrès

Le Matin du 12 septembre publiait l'information suivante :

L'AGITATION COMMUNISTE EN ANNAM

LES GARDES INDIGENES DOIVENT TIRER SUR LES MANIFESTANTS QUI ONT CINQ MORTS ET CINQ BLESSES

SAIGON, 11 septembre. — (Dép. Indochine). — A la suite d'une agitation signalée dans la région de Thanh-Chuong, au nord-est de la province de Vinh, le résident supérieur d'Annam, accompagné de S. E. Ton Dhat Dan, ministre de la Justice de l'empire d'Annam, s'est rendu sur place pour examiner la situation créée par l'activité récente des foyers de propagande communiste dans cette contrée.

Ces hauts fonctionnaires ont notifié aux populations la décision du gouvernement de protéger de réprimer impitoyablement les menées communistes et de protéger la population paisible. L'attitude des notables qui avaient provoqué cet appel montre que l'immense majorité de la population répudie toute solidarité avec les bolcheviks. Des avis ont été affichés interdisant les rassemblements et les cortèges de toute nature.

En réaction contre ces mesures, des meneurs essayent de déclencher de nouvelles manifestations. Un groupe de manifestants provenant de Vinh, et qui avaient tenté mardi matin d'envahir Cam-Xuyen dans la province de Hatinh, se dirigeait sur le chef-lieu de cette province lorsqu'il rencontra le résident accompagné du fonctionnaire annamite et de gardes indigènes ; les manifestants, ayant refusé de se disperser, et après sommation, les gardes ont tiré. Il y eut quatre morts et quatre blessés.

Le même journal publiait la note officielle suivante, le 15 septembre :

L'AGITATION EN ANNAM

UN DETACHEMENT DE LA LEGION ETRANGERE Y EST ENVOYE

Le ministre des colonies communique ce qui suit :

« L'agitation fomentée dans le Nord-Annam par des meneurs révolutionnaires a donné lieu, le 11 septembre, à une nouvelle répression. »

« A la suite des incidents survenus, le 9, dans la province de Hatinh, où l'action énergique des autorités a pu mettre rapidement en échec certaines tentatives, c'est dans la province voisine, aux environs de Vinh, que s'est porté l'effort des meneurs.

« Des bandes conduites par certains d'entre eux, ont tenté d'attaquer le centre de Hung-Nguyen et se sont aussitôt dispersées sur l'intervention de la garde indigène et des armes de surveillance. Mais un groupe d'émeutiers n'a pu se dégager qu'après un court engagement, infligeant à ceux-ci des pertes estimées à une dizaine de tués et quatre blessés.

« En raison de l'active propagande dont la région est le théâtre, un détachement de la légion étrangère y a été envoyé. »

Retenons, entre autres, du premier document, l'affirmation, et qui n'est point nouvelle, de la ferme volonté des autorités françaises de réprimer impitoyablement les propagandes qui les gênent. Et, ensuite, de laquelle la force armée a dû, selon la charmante expression du *Matin*, tirer sur des manifestants.

Le communiqué ministériel, un peu plus retors et jésuite, est à noter aussi pour le ton à la fois triomphal et désinvolte dont il parle de la « dizaine » de morts et de blessés faits parmi les « émeutiers ». Nous n'avons pas à considérer l'étiquette politique et les opinions particulières imputées aux victimes. Nous constatons qu'ils ont été frappés pour s'être élevés contre l'oppression coloniale, comme pour s'être dressés contre telle ou telle force de l'oppression mondiale, ont été frappés tant de victimes des gouvernements fascistes, démocratiques ou bolcheviks.

Et nous constatons, une fois de plus et sans étonnement, la splendide indifférence de tant d'hommes « aux sentiments généreux » à l'égard des procédés de gouvernement employés en Indochine.

Sans doute sont-ils trop occupés à ce moment à célébrer la gloire des fumistes pseudo-pacifistes d'Aristide Briand et les splendeurs des Assises de Genève.

Charmantes ces Assises où fraternisent provisoirement les représentants des fusiliers de l'Indochine et ceux des fusiliers de Trieste, et tous leurs congénères de tous pays. Délices d'entendre ces âmes pures échanger des propos aussi sincères qu'ylliques. On croirait assister à un banquet anthropophagique où l'on ferait, au dessert, des discours bien sentis sur les beautés du végétarisme.

Avis important

Nous rappelons à nos collaborateurs que la copie pour le *Libertaire* — articles, convocations, etc. — doit nous parvenir au plus tard le mardi matin au 72, rue des Prairies (20^e).

Pour la « Voix de Province », au plus tard le lundi soir, chez le camarade Lentente, 34, rue Curial, Paris (19^e).

BOLCHEVISANTS

Le régime bolcheviste et ses prétentions sont désormais connus. Une poignée de politiciens dont la presque totalité n'ont jamais été ni ouvriers, ni paysans, ou ne l'ont été qu'occasionnellement, se sont proclamés les seuls prolétaires authentiques et ont réussi à remplacer l'ancien absolutisme par un nouveau.

Tout droit de la personne humaine supprimé, ils ont formé un Etat-parti, qui refuse toute liberté d'association, de pensée, de réunion, de propagande, de presse aux individus non adhérents au parti gouvernemental. Ces derniers ne sont tolérés que comme sans parti, auxquels il est interdit de s'occuper de la chose publique. Au sein même du parti gouvernemental, une sorte de papauté excommunié ceux qui, même en se soumettant aux décisions de la majorité, osent garder et prograsser leur point de vue différent. Ils ne sont pas seulement excommuniés, mais emprisonnés et quelques-uns même fusillés. Inutile d'ajouter que pour les non bolcheviks, socialistes, syndicalistes, anarchistes, les persécutions sont encore beaucoup plus graves et étendues, sans compter qu'à la peine prononcée il y ait ajouté la calomnie infamante d'être des contre-révolutionnaires. La Russie d'Europe — de celle d'Asie les nouvelles sont plus que rares — est peut-être le pays le plus dévasté d'Europe.

Feindre d'ignorer cet état de choses est, pour comble, se mettre à la remorque d'une aussi odieuse tyrannie pour réclamer justice et liberté dans d'autres Etats, est faire preuve d'un aveuglement presque inconcevable.

**

Trotzky faisait remarquer dernièrement — ce que nous mêmes avions déjà relevé plusieurs fois — que le parti bolcheviste avait conquis le pouvoir, non pas en réclamant la dictature, mais bien la Constituante, et, ajoutons-nous, en faisant de larges promesses de décentralisation, d'autonomie, de *self-government*.

Il paraît fou qu'un parti ose dire à tous les autres :

LA CRISE ÉCONOMIQUE ESPAGNOLE

La chute de la peseta est un signe événement de la grave crise espagnole. Il est un peu naïf de soutenir que sa chute a été provoquée par les manœuvres spéculatives de la finance internationale ou par les ventes massives des pétroliers évincées par le monopole espagnol des essences. Si l'instabilité politique, la décomposition de toutes les institutions, le malaise général contribuent en somme à accélérer la dégringolade de la peseta, ce n'est qu'en tant que conséquences de la même cause fondamentale. Celle-ci réside sans dispute dans l'économie générale du pays sapée dans ses bases vitales. L'Espagne se meurt. Tous ces relèvements miraculeux dont nous avons entendu parler par la presse soudoyée n'étaient que des bourses de crâne.

La crise espagnole remonte à la perte de ses colonies d'Amérique; mais la fin de la guerre impérialiste marque le commencement de la faillite. Grâce à sa neutralité répugnante, l'Espagne devint le fournisseur des belligérants, trouvant là un débouché inespéré pour « mauvaise came » industrielle et ses produits agricoles. Pendant la durée de la grande boucherie, industrie et agriculture travaillent en plein rendement, vendent leurs produits à n'importe quels prix, réalisent des bénéfices fabuleux, les réserves d'or de la Banque d'Espagne doublent. Tandis que l'Europe vit dans un enfer, la bourgeoisie espagnole s'enrichit. C'est l'âge d'or.

La paix arrive et, avec elle, s'achève la réjouissance des profiteurs. Cette bourgeoisie avare, crapuleuse, sans initiative, a limité son activité financière à la thésaurisation; elle n'a point songé à renouveler son outillage archaïque, bon pour une période où la concurrence n'existe pas. Les marchés disparaissent les uns après les autres, les usines et les mines se ferment, l'agriculture dépit. Des spéculations malheureuses, telle la fameuse affaire des achats massifs de marks qui engloutit des milliards, absorbent une grande partie des bénéfices de guerre.

Les vaches maigres font leur apparition. L'industrie nationale ne peut pas résister au rythme accéléré de la production internationale de l'après-guerre qui, en peu de temps, réussit à éviter cette première sur le propre marché espagnol. Ainsi, le charbon anglais de qualité supérieure se vend moins cher que les produits des mines asturiennes. Malgré les tarifs douaniers super-protectionnistes, les machines, les tissus, les soieries, les articles manufacturés, etc., de provenance étrangère envahissent victorieusement la péninsule. Même les exportations traditionnelles vers l'Amérique latine diminuent considérablement, et sans arrêt. Les mines de cuivre, d'argent, de mercure, de plomb, les usines prospères sont toujours dans les mains de puissantes sociétés étrangères. Les salaires baissent, le chômage fait son apparition. La guerre du Rif, où l'armée essuie, comme à Cuba, de sanglantes défaites, ruine le pays. Le prolétariat bouge, les syndicats sont contraints à la lutte, de formidables mouvements de masses éclatent.

La grande bourgeoisie est prise de peur et elle fait appel au sinistre criminel de droit commun, Anido, qui assassine les meilleurs militants. Peu après, elle suborne et lance dans l'arène le général Primo, ivrogne invétéré, formé à l'école d'un casino rural. Autour de cette brute, se groupent la haute industrie catalane, les financiers, le clergé, les fessés du Maroc, la noblesse dégénérée et les pires aventuriers. L'étau en déclin a bien servi ses maîtres, il fut, pour tous ces gens sans avenir, plus nourricier que la guerre. Seulement, cette fois, la spéculation se fait aux frais du propre pays. En six longues années : protection douanière, emprunts privés avaleés par l'Etat, débauche de primes à une production nationalisée inexistante, commandes par l'Etat à des prix stupéfiants, concessions de toutes sortes, débauche d'entreprises qui ne répondent pas aux possibilités du pays, monopoles incohérents, prétexte pour des participations et pots-de-vin, subventions aux compagnies de navigation — la Transatlantique des jésuites reçoit un cadeau de 200 millions — lignes nouvelles de chemins de fer dans des régions désertiques et, enfin, les fameuses expositions pour montrer au monde l'incapacité nationale en face de la production étrangère, et dont le déficit se chiffre à 500 millions de pesetas. La corruption partout, la mise à l'encaissement des subterfuges pour raffiner la richesse nationale. La peseta ne peut supporter un tel gaspillage; elle commence à flétrir; alors près de 900 millions furent jetés en pâture à la spéculation. Le ministre brigand qui organisa la dilapidation est actuellement président du conseil d'administration de la banque qu'il contribua à enrichir. Sauf la guerre du Rif, finie par la volonté de la France qui, à son tour, commençait à subir le contre-coup de la puissance d'Abd-el-Krim, le bilan est catastrophique. La dette publique, pendant la dictature, a augmenté de 8 milliards de pesetas; soit le 35 % de la dette totale. Le désastre des colonies en 1898 a coûté beaucoup moins cher. Les quelques routes mauvaises construites, les « pantanes » sans eau, les usines d'automobiles « nationales » en faillite, constituent l'actif le plus sauf de la prospérité et du relèvement accompli par la dictature.

Le malfaiteur a disparu, mais ses mandataires, les bénéficiaires de cette colossale escroquerie restent toujours debout, aussi puissants, sans qu'il soit question de leur demander des comptes.

**

Rien d'étonnant que la peseta ait subi une dépréciation d'environ 45 %. Elle est encore trop au-dessus de sa valeur réelle.

Les billets de la Banque d'Espagne ont une couverture d'environ 52 %. La circulation atteint 4 milliards et demi, approximativement. Cette couverture diminue tous les jours et par le fonctionnement de la planche à billets et par les envois d'or à l'étranger. La richesse réelle, la production, la balance commerciale, les impondérables, ne jouent ici aucun rôle d'appoint, mais tout le contraire comme nous allons le voir.

L'Espagne, pays riche, est une des nombreuses légendes en cours. En réalité, pays pauvre s'il en fut, misérable, anémique. Le bien-être d'une minorité infime, ici plus qu'ailleurs, est le résultat de la misère collective. Le voyageur est frappé par le spectacle des villes et campagnes aux populations affamées, en hâillons, encadrées de mendiant. Sur le paupérisme de ce peuple famélique, on pourrait écrire des volumes. On vit là-bas dans un état de sous-consommation atavique. La famine se transmet de génération en génération. Jamais le peuple espagnol n'a mangé à sa faim.

La population rurale, qui représente à elle seule les trois quarts des habitants, est composée de journaliers qui reçoivent un salaire moyen de 2 pesetas cinquante-cents, juste de quoi ne pas crever, insuffisant pour empêcher la dégénération de la race. Les rares petits propriétaires sont encore plus malheureux, écrasés par le fermage, les redémeurs, les impôts, les usuriers, les mauvaises récoltes, le manque de coopération et des moyens de culture. Le soc romain est toujours en service. Il est certain que leur rôle, comme consommateurs de produits industriels, est à peu près nul. Les négros de la Guinée Espagnole gagnent, eux, 5 pesetas par jour. Au commencement de l'année, près de Madrid, j'ai pu observer cette chose inquiète. Dans une halte du rapide de France, le cuisinier du wagon-restaurant jetait mes morceaux de viande à un chien. Ces paysans employés à la réfection des toiles regardaient envieux et, quand ils le pouvaient, cachait sous leurs pieds ces détritus. Sitôt le train en route, ils pritent ces morceaux écrasés sous leurs souliers, sales, pleins de cendres et, après un nettoyage sommaire avec la paume de leur main, les avalèrent avidement.

Les ouvriers des villes ne sont pas beaucoup mieux payés. Leur salaire, compte tenu de la puissance d'achat, ne correspond qu'à 60 % du salaire français. Le désidérat d'aujourd'hui des chauffeurs de taxi de Barcelone sera de gagner 7 pesetas par jour, environ 18 francs. Un employé de bureau gagne 200 pesetas dans un emploi payé ici 1.500 francs. Le personnel des tramways de Madrid débute avec le salaire de 5 pesetas; et, au bout de 30 années de service, peut arriver à 10 pesetas. Les postiers des voies sont embauchés à 4 pesetas, et les places apparemment disputées en ce temps de chômage. Le capitalisme espagnol, pour abaisser les prix de revient, réduit les salaires à des prix dérisoires et rationalise à la mode d'Abraham qui employait un âne à tourner la « noria » pour battre le blé avec ses sabots et chasser les mouches avec sa queue.

Le chômage, proportionnellement, mal-

gré l'émigration intensive, a dépassé celui de l'Angleterre. Les chômeurs ne reçoivent pas d'indemnité.

L'industrie espagnole, rudimentaire, chère, de qualité inférieure, ne produit pas d'automobiles, de tracteurs, de machines de toutes sortes, électricité, métallurgie, pour ne citer que celles-là. Elle est tributaire de l'étranger en matière premières et en produits coloniaux.

La production agricole, qui représente les trois cinquièmes de la production totale, contribuait à maintenir le niveau des échanges. Mais elle aussi, la bourgeoisie féodale agricole est atteinte par la crise et sans espoir de redressement. La faillite agricole a beaucoup de causes : manque de technique, d'outillage, d'initiative, d'organisation de vente, mais sourit la concurrence étrangère. La France et l'Italie produisent des vins et des huiles meilleures, mieux présentées. L'Algérie, la Tunisie, l'Amérique du Nord des fruits de bonne qualité et meilleur marché. Or, la richesse agricole de l'Espagne se concentre spécialement dans les huiles, les vins et les fruits. C'est là son talon d'Achille. Dernièrement, l'huile d'olive était offerte à 1 peseta 35 le kilo, prix inférieur au plafond de revient. Plusieurs millions de tonnes stockées attendent en vain des acheteurs.

La balance commerciale déficitaire montre des différences de 800 millions et, chaque année, l'écart augmente. Les automobiles, les pétroles, les machines absorbent annuellement plus de 1.000 millions de pesetas. L'écoulement ininterrompu et sans compensation finira par tarir la source.

Mais il y a encore d'autres fuites considérables. Sous prétexte de religion, l'Eglise fait d'excellentes affaires, de l'autre côté des Pyrénées. Les plus florissantes entreprises, compagnies de navigation, chemins de fer, grandes banques leur appartiennent. Les jésuites, ces vampires insatiables, honte de notre siècle, ruinent le pays. Les bénéfices annuels de cette spoliation, environ plus de deux milliards, vont à Rome, sans espoir de retour. Et au moins deux milliards sont prélevés par les investissements du capital étranger.

Le budget espagnol consacre cet état de choses, servant surtout de mameille au parasitisme organisé. Le quart des entrées, soit un milliard, est affecté au service de la dette. Un autre milliard va à l'armée, la police, le clergé. Un demi-milliard pour des institutions aussi inutiles. Par contre, l'instruction publique reçoit 80 millions, environ plus de deux milliards, vont à Rome, sans espoir de retour. Et au moins deux milliards sont prélevés par les investissements du capital étranger.

Tous ces facteurs sont plus que suffisants pour justifier la débâcle de la peseta, qui, dans ces conditions, ne pourra pas se relever.

Nous ne voyons d'autre issue que la révolution. Si, pour l'instant, elle ne peut apporter la libération totale, il serait souhaitable qu'elle commence pour balayer toute la pourriture existante, la puissance conjuguée de l'Eglise et de la haute bourgeoisie féodale, industrielle, financière.

WILKENS.

POUR QUE VIVE LE LIBERTAIRE

SOUSCRIPTION
DU 15 AOUT AU 8 SEPTEMBRE

Anatole, 10 fr.; Bouboule du S.U.B., 6.20; Barbet, 8; Moinet, 9.50; Janier, 10; Lafitte, 7.70; Buteaux, 3.80; Groupe d'Antony, 10; Stéphane Mac Say, 9; Colin Raoul, 5; Cathélot, 8; Duboisson, 4; Duprès, 10; Balansat, 20; Mort régime Auto, 10; Robinet, 3; Alfred, 5; J.-M. Esperanto, 2; Quelques ab. de St-Henri, 20; Burkié, 2; Charles, 5; Celso, 10; Farsy, 4; Le Lain, 3; Treguier, 3; Dolet, 3; Le Blot, 9; Quadrat, 5; Lavault, 10; Robert, 5; Diabla, 5; Rojo, 5; Martinez, 5; Carré, 5; Saïf Mohamed, 5; Solé, 10; Groupe du 11 et 12, 25; Dorlot, 1.50; Cadet, 5; Gatinache, 10; Faussars, 4; Carnier, 5; Guérineau, 10; Robinet, 2.50; Vedrin, 5; Michaud, 5; Dobleau, 4; N'importe, 2; N'importe, 2; La Pérée, 2; Prault, 21; Dominique, 17; Juvel, 5; NN'importe, 3.50; Un Tel, 1.45; Pot à Colle, 5; Estève, 4; Cassouet, 4; Artaud, 0.75; Dubois, 1; Hochu Meurant, 3; Tanné, 10; Lener, 5; Albert Périé, 10; Le Duff, 4; Antoine, 5; Prade, 4; Arles, 36.75; Couturier, 5; Maré, 5; Roy, A. O. P., 2; Michel, 3; Radouhie, 5; P. Granger, 2.20; Ronguier, 2; Mungla, 5; Dufrêne, 6; Benet, 10; Estève, 2; La Confiance, 10; Groupe Coop. de Sartrouville, 1.50; Liquidation Rova, 100; Mirande, 5; P. Trois, 2; Nan, 2; Paule, Trichéou, 2; Georges Lautal, 1; Yves Le Bouet, 5; Boué, 2; Chatougué, 1; Sergent, 5; Balveau, 5; Oïbre, 2; Migaud, 3; Expédario, 10; Marion, 2; Dalias, 2; Miguel, 1; J. I. 1; Campos, 2; Garigues, 1; Perez, 3; Pan, 2; Lamiel, 3; Uno, 3; Cajo, 5; Otto, 2; Y. Otro, 2. Total : 722 fr. 35.

LA VOIX DE PROVINCE

BREST

La grève
des Chemins de fer départementaux
du Finistère

Le 3 août, le personnel des C. F. D. abandonnait le travail, ayant éprouvé sa patience en l'attente de l'application de vagues promesses faites antérieurement, par une Compagnie qui croyait pouvoir, impunément, bafouer les travailleurs qu'elle exploite sans vergogne.

Avant des salaires excessivement bas, partant absolument insuffisants à leur assurer une vie normale en travaillant, les petits cheminots du Finistère en se dressant contre l'arrogance et la mauvaise foi patronale, gagnèrent la sympathie du public de toute la région. Les dirigeants de la Compagnie avaient misé, pour l'avantage de leur personnel, sur le manque d'entraînement de la grève, sur la longue durée et aussi, sans doute, sur son peu d'éducation syndicale.

Les affameurs se sont trompés. Courageusement, malgré les tentatives d'intimidation habiles, les grévistes ont résisté, soutenus pécuniairement par les travailleurs de toutes corporations et particulièrement du rail.

Pour essayer d'égarer l'opinion publique et arrêter l'élan de sympathie et de solidarité de tous à l'égard des grévistes, les manitous des C. F. D., tentèrent de démontrer leur « grande misère » dans la presse quotidienne régionale, par des communiqués rocambolesques. A ceux-ci et à chaque fois, le Comité de grève répondit par des mises au point et exposés de bilans, où la « pauvreté » des actionnaires fut suffisamment mise en relief. En présence d'une telle situation et sous la pression des usagers des C. F. D., le Conseil général du département fut convoqué en session extraordinaire. De mauvaise grâce, la délégation patronale entendit les explications des délégués ouvriers. La lutte fut chaude, mais devant l'attitude énergique des ouvriers, la « pauvre » Compagnie... doit s'incliner, reajuster les salaires et accepter certaines autres modifications.

Après un mois de lutte quasi-générale, avec 98 % de grévistes, les petits cheminots sont venus à bout d'un patronat égoïste et brutal. Très peu au courant des luttes syndicales, ces camarades eussent-ils résisté si longtemps si la solidarité ne se fut manifestée si largement et si mal d'entre eux n'avaient trouvé à s'employer aux travaux de la moisson ? On ne saurait l'affirmer. En tout cas, il faut regretter que de la part des militants des organisations syndicales auxquelles appartenaient les grévistes (C. G. T., Fédération des Cheminots ; Union Départementale) il y eut un tel manque d'enthousiasme à faire connaître à ces travailleurs les buts du syndicalisme, sa puissance régénératrice de l'économie et de transformation sociale. (Je dois dire que Bidegaray les a visité une fois).

Mais peut-on attendre semblable besogne d'éducation chez les travailleurs, de ceux qui, dans leur C. G. T., ont inscrit à la base de leur programme, non seulement « collaboration du capital et du travail », mais aussi, « intérêt général » ?? R. Martin.

TOULOUSE

Rectification

Dans le dernier numéro il s'est produit deux coquilles regrettables dans l'appel intitulé : « Aux camarades que la question intéresse ». L'une au premier paragraphe où il est dit : « Le Groupe de Toulouse, voici déjà quelques semaines, avait, par la voix du *Libertaire*, porté à la connaissance des camarades, des groupes et individuels du Midi, etc., etc. » Ce n'est pas « individualistes » qu'il faut lire, mais individualités que nous avions dit. Nous espérons que les camarades ont rectifié d'eux-mêmes.

L'autre, au troisième paragraphe, à : « Le Groupe A. C. R. de Toulouse, etc. » c'est le Groupe A. C. R. de Toulouse qu'il faut lire.

Nous faisons ces rectifications pour ne pas semer la confusion dans l'esprit de certains camarades qui peuvent interpréter ces choses-là à leur façon, quoique nous étions situés nettement et maintes fois sur l'individualisme.

V. N.

Comité Pons et Blanco

Compte rendu moral

Le Comité a organisé, dans la région méridionale, 17 conférences en faveur de Pons et Blanco, avec, comme orateurs : Vaillaux (délégué du Comité), et divers autres membres des différents partis de gauche, qui ont bien voulu nous prêter leur concours bénévole.

Dans les villes ci-après, l'agitation en faveur de nos deux camarades a rencontré un plein succès : public nombreux et attentif, contradiction communiste, sympathie de la masse en notre faveur.

Béziers (a organisé deux fois), Toulouse (les communistes déchaînent une bagarre qui se termine à leur désavantage), Narbonne, Bédarieux, Coursan, Agde, Lézignan, Perpignan, Saint-Henri.

Dans les villes ci-dessous, pas de contradiction communiste, mais la propagande a moins porté que dans les villes susdites : Montpellier (a organisé deux fois), Aimargue, Nîmes, Massillargues, Alès, Le Caylar.

En outre, il a été envoyé, des villes indiquées et de leurs environs, des télexgrammes de protestation au ministre de la Justice.

L'agitation continue et notre camarade Michaud a entrepris, depuis le 19 août, une tournée de conférences.

Chaque fin de mois, il sera fait un compte rendu succinct.

Pour le Comité :
Charles SARAZIN,
6, rue Diderot, Montpellier.

Compte rendu financier

Résumé du compte rendu financier de la tournée Vaillaux :

Recettes : Versement des Comités de Montpellier et Pro-Présos et des groupes de Coursan, Narbonne, Lézignan, Agde, Aimargue, Nîmes, Massillargues, Alès, Le Caylar.

Total : 1.201 fr. 50

Dépenses : Frais de chemin de fer, nourriture, couchage et salaire de l'orateur, expédition de tract ; location de salle et réunion à Maupois.

Total des dépenses 1.201 fr. 50

Total des recettes 1.201 fr. 50

Déficit 10 fr. 40

Note de la Rédaction. — Le manque de place

TRIBUNE SYNDICALE

C. G. T. S. R.

Une manœuvre

Malgré la bonne volonté des uns et des autres, pour l'Unité des forces ouvrières, des dockers et des marins, je ne fus nullement surpris d'apprendre que des hommes qui jouent un grand rôle dans le mouvement des dockers, ces dernières années, voulaient faire en dernière heure le coup du père François à la proposition d'unité faite par différents camarades. Il est d'autant plus regrettable que ces personnalités ont appartenues aux différentes centrales, ils en prennent tout la responsabilité devant les travailleurs dockers et marins, car il est inadmissible de voir des vieux militants essayer par tous les moyens de briser tout ce qu'il y a de mieux pour non pas obtenir une sincére quelconque dans telle ou telle organisation ou fédération, mais dans un esprit de loyauté et de fraternité collaboration de tous pour l'œuvre à entreprendre.

Peu importe à certains que le syndicalisme périsse pour qu'ils s'assurent leur existence aux dépens des syndiqués.

Attention, Messieurs, vous jouez avec le feu. Ne voulant pas que mes camarades puissent croire un seul instant que je jette des insinuations malhonnêtes à leur égard, sous prétexte que je ne suis pas inféodé à leur idéologie et que, d'autre part, appartenant à une centrale C. G. T. S. R. qui, au Congrès de Lyon 1926, a tout fait pour rallier les forces ouvrières de notre pays.

Je pose à ceux qui assistent à la réunion du 9 août 1930, dans un café près de la gare de l'Est, quelques questions dont j'espère qu'ils se feront la courtoisie de me répondre, à une fin qu'ils puissent éclairer ma lancé.

Oui ou non, les militants que je cite se sont-ils réunis à la date citée plus haut ? A savoir : Vignaud, Gaby Laval, de la C.G.T. ; Fargues, Olivier, un délégué de Marseille, C. G. T. U.

1^{er} Est-il exact que le citoyen Vignaud refusait que les autonomes assistassent au Congrès off "Unité" ?

Est-il exact que le citoyen Olivier, de Dunkerque, a déclaré devant les cinq qu'il dépassait l'article de Wymms dans l'ordre de la bataille des marins ? N° 10 ?

3^{er} Est-il exact que le citoyen Fargues fit la déclaration suivante au citoyen Laval : "Devant la situation faite aux travailleurs du port de Bordeaux, qu'il était prêt à prendre la direction du syndicat et cela pendant six mois, a une fin de pouvoir monter une campagne énergique contre ses anciens compagnons de la C. G. T. U. et qu'il se retrouverait par la suite..."

Devant cette manœuvre, je puis répondre à Fargues que les travailleurs ne veulent pas le voir, car il doit se rappeler de la grève du port de Bordeaux, où il aura beau faire appeler "Marquet", Maire de Bordeaux, "ou à son ami Lafaye" Député de Béziers", que rien ne viendra changer les déclarations des portes du port :

4^{er} Mais là où la discussion devient plus amusante pour les délégués, c'est lorsque le délégué de Marseille se réveille, jette lui aussi à son tour, dans la fureur de la bataille, son mot : "J'ai une petite histoire à vous raconter au sujet du compromis que j'ai eu avec les négociants en grains, 50 000 membres", les délégués eurent froid dans les doigts, et cette histoire comme je pense est vénérable, je demande aux lecteurs de ne pas la prendre pour une histoire marseillaise.

Mais moi, Laval, crois-je que les syndicats bordelais le payent le voyage de Bordeaux à Paris pour l'embarquer sans ordre de ton syndicat dans cette galère qui fait eau de toutes parts ? Crois-je qu'ils n'auraient pas droit à ce que tu rendes des comptes sur cette entrevue mystérieuse ?... Mais, de grâce, si tu crois avoir une myopie au 6^{me} degré, pourquoi ne vas-tu pas voir le professeur Bonnefond, qui, l'en suis sûr, après son intervention chirurgicale, te donnera une vision plus nette et plus précise ; et que le jour qui approche de ton prochain départ, les dockers bordelais pourront te remettre, en cas que tu sois plongé dans les ténèbres, la lanterne de Diogène, qui, l'en suis sûr, empêchera la manœuvre d'Engler, Bour et consorts.

M.-J. Fermis,
de l'Union locale de Bordeaux.

Une bonne méthode

Dans le *Cri des Dockers* de juillet-août, la crapule Herclet se permettait de vouloir insulter les dockers autonomes brestois, les traitant de jaunes, briseurs de grève, domestiques du patronat.

Herclet étant larbin, il jugeait les dockers brestois à sa valeur ; en prenant connaissance de l'article du *Cri des Dockers*, journal communiste, les dockers décidèrent de demander des explications aux communistes brestois et s'ils se solidarisaient avec Herclet.

Same 6 septembre, les communistes se réunissaient à la Maison du Peuple, ils étaient une vingtaine, les dockers en profitèrent pour avoir une explication. Présentant le journal à Lapart, secrétaire appointé de l'Union régionale unitaire et communiste, Trégouer lui demanda ce qu'il pensait de cette ordure, lui faisant remarquer que s'il se solidarisaient avec l'auteur, il y aurait distribution de marions et de châtaignes. Lapart essaya de t'égayer, prétendant qu'il est dans la région depuis peu de temps, ce qui est exact : Trégouer lui répondit qu'il ne fallait pas deux mois à un secrétaire régional pour connaître la valeur combative d'un syndicat dans une ville comme Brest, qu'il fallait se situer nettement : être avec le signataire de l'article, en prendre la responsabilité, et alors, gare à la correction ! De plus, au nom du syndicat autonome des dockers, il avertissait les communistes que pas un seul d'entre eux ne ferait une réunion à Brest sans que les dockers flanquent dehors à coups de pied au cul.

A la dictature du mensonge et de la calomnie, ils allaient employer la dictature de la machine à brosser.

Ou alors désapprouver l'ignoble Herclet, dans ce cas nous donner une résolution écrite et signée de sa main ; il choisit la résolution, et voici la copie de cette résolution :

— Brest, le 7 septembre 1930.

Les camarades sousignés, militants de la C. G. T. U., se désolidarisent totalement de l'article paru dans le *Cri des Dockers* juillet-août (La parole est aux Dockers.) dans lequel le signataire de cet article insulte les militants et le syndicat autonome des dockers brestois, exigeant que le signataire rétracte publiquement dans le même journal, en même place et en mêmes caractères, l'insulte faite audit syndicat.

Les signataires de la présente résolution déclarent que le syndicat des dockers de Brest a un passé révolutionnaire qui le place au-dessus de ces viles insultes.

Lapart,

Secrétaire de la 16^e U. R. U.

Tanguy Charles,

Secrétaire-adjoint de la 16^e U. R. U.

Chaque fois qu'un militant est insulté et calomnié, je lui conseille la même méthode que les dockers brestois : rectification immédiate ou distribution de marions.

Treguer Jean,

des Dockers brestois.

DOUX PAYS

Celui dont nous voulons causer, n'est pas placé aux Antipodes pas plus qu'en Amérique.

Il s'agit du nôtre, de ce doux pays de France comme l'a dit autrefois Forain.

C'est sans doute le pays où s'ébattent, bien à leur aise, toute une multitude de détrousseurs, pour ne pas dire de voleurs, c'est celui où un laid chevalier d'industrie tient en haleine, depuis des semaines, gouvernement, gros usiniers et des milliers de profs.

L'altruisme de ces maîtriseurs et fauteurs de "vie extra-chère", ne résiste tout uniquement dans l'art d'exploiter leurs semblables en même temps que la crédulité publique.

Banquiers vénérés ou marons, mercenaires tout acquis règnent en maîtres et mettent en couple, réglez notre deux pays.

La situation économique est tellement bonne que le nombril des faillies augmente chaque jour, et il y aurait de quoi s'en réjouir, si la majorité des faillies ne se trouvait pas être des étrangers.

Parmi ceux-ci (liste de dimanche) trois entrepreneurs de travaux publics, trois Italiens.

Si ces gens sans scrupules se contentaient d'exploiter seulement de payer les fournisseurs il n'y aurait que demi-mal, mais le pire c'est qu'ils oublient de payer les salaires des ouvriers.

L'un d'entre eux, un certain Pangéry ou Panéry, opérait dans la banlieue Nord. La journée qu'il exigeait de ses compagnons était de 11 heures.

L'un de nos amis n'ayant pas voulu se plier aux injonctions du disciple de Mussolini, se vit traiter de noms d'oiseaux. Notre camarade demandant le règlement de son salaire essaya un refus.

Tout de même, devant Monsieur Qui-de-Droit, le Pangéry dût s'excuser... partiellement, car il n'avait plus de sous.

Si l'équilibre économique n'était pas rompu, l'on ne verrait pas de tels misérables sur les marchés du travail et si les compagnons venaient à s'organiser, leur situation s'en améliorerait en même temps qu'ils imposeraient le respect de leur personnalité aux exploitants.

Il sera donc dit que sous le gouvernement de l'homme à Maisons et de l'Homme Bagdad, la flibuste pourra se dégager en paix.

A quoi bon épiloguer, est-ce que les coquins n'ont pas le champ libre par la carence des Pouvoirs Publics ? Le réalisme et la bonne humeur alliés aux bobards, nous valent le pain à cinquante sous, des taillis dans lesquels on presque triplé, l'impôt sur les salaires, etc.

Rien ne va plus pour les humbles et l'escroquerie des Assurances sociales vient encore appuyer plus lourdement sur les épaules des prolétaires.

Et dire que certains politiciens se sont inscrits en faux contre nos prédictions arrivées ! En effet, quel deux pays que le nôtre ?

La 13^e Région Fédérale du Bâtiment.

CARRIERS-PLATIERS

Ces jours-ci une grève se déclenche dans le bassin de Romainville. Elle était déterminée par l'application de l'Escroquerie Sociale.

Comme toujours, selon leur mauvaise foi habituelle, les orthos tentent de s'emparer du mouvement.

Prévenus trop tard, nous n'avons pu intervenir comme il l'eut fallu, c'est-à-dire avec vigueur.

Si bien qu'à la rallonge demandée et obtenue en partie, la diminution des heures de travail, n'a pas été envisagée sérieusement.

Donc les Mussa, Pölliet et Chausson ont le bon rôle en exigeant de leurs exploitants dix heures de travail.

Si seulement les copains songeaient à s'organiser solidement au lieu de suivre deux ou trois agitateurs fallots, ils pourraient obtenir plus qu'il n'ont eu par un mouvement déordonné.

Quand donc, les "malfruts" des carriers sauront-ils gérer eux-mêmes leurs affaires, sans s'occuper d'un soi-disant parti ?

Nous restons, avec le syndicat interdépartemental, à la disposition des gars qui veulent œuvrer efficacement pour eux et non pour un parti de factieux.

Dans la Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne les copains doivent repousser du pied ceux qui sont incapables de les conseiller utilement.

La 13^e Région Fédérale du Bâtiment.

SOUSCRIPTION MACHNO

Nous donnons ci-dessous la liste des sommes qui nous sont parvenues malgré notre avis d'avoir à expédier désormais leur obole à l'adresse que nous donnons. C'est le dernier relevé de cotisations que nous donnons et qui se clore ainsi :

Machno, tout régime autoritaire, 5 francs ; Pacto, 10 francs ; X..., 2 francs ; Falguera, 3 francs ; Benet, 5 francs ; Mureu, 10 francs ; Serin, 5 francs ; Groupe de Brest, versé par Le Land, 35 francs ; E. Dupré, 10 francs ; Davic, 5 francs.

Total, 92 francs.

Envoi au 1^{er} août, 221 fr. 25.

Souscription d'août, 92 francs.

Total, 313 fr. 25.

Dépenses :

Versé à Machno, 200 francs.

Règlement envoyé par mandat, 110 fr. 85.

Frais de mandat, 1 fr. 90, plus 1 fr. 50 affranchissement, 2,40.

Total, 313 fr. 25.

Adresser la souscription à Miknienko, 146, rue Diderot, Vincennes (Seine).

LA BROCHURE MENSUELLE

L'exemplaire : 0 fr. 40

12. Pour ne pas voter, la Grève des électeurs, par Mirabeau.

38. Le Crépuscule des Partis, par E. Hébert.

39. Contre le fascisme, par R. Ghislain.

71. Guerre impérialiste et Guerre de classe.

73. Arguments anarchistes, par Beauvé.

74. Anarchisme et Coopération, par G. Bastien.

75. Travail et Capital, par Lux.

76. La stagnation de l'Anarchie, par Mencopey.

77. Un Livre de Paix, par Nicolai.

81. Albin, publiciste et poète (1858-1829).

86. La Liberté individuelle, par Rothen.

87. Le Problème du logement, par S. M. Say.

89. Le Convoi (épisode de la guerre 1870-1871), par Ibelo.

En Algérie, par Spielmann..... 0 40

La Liberté, Nous allons..., Ultime bonté, par A. Libertad..... 0 50

Est-ce cela que vous appellez vivre ? par E. Armand, et L'Amour libre, par Marg. Després..... 0 75

Entretien sur la Liberté de l'Amour, par E. Armand..... 0 40

La dictature du prolétariat

(d'après Marx et Lassalle)

Nous avons souvent eu l'occasion d'exprimer notre aversion profonde pour les théories de Marx et Lassalle, lesquelles recommandent aux travailleurs, sinon comme idéal dernier, comme le plus important et prochain la fondation d'un Etat populaire, qui ne serait, d'après eux, que "la constitution du prolétariat en classe dominante".

Si le prolétariat devient classe dominante, il est permis de se demander qui il dominera. Il restera donc un autre prolétariat soumis à cette nouvelle domination, à ce nouvel Etat. Il peut en être ainsi, par exemple, pour la masse paysanne qui, notamment, ne jouit pas de la bienveillance des marxistes et qui, placée à un niveau inférieur de culture, sera probablement gouvernée par le prolétariat des villes et des usines, où, si nous envisageons la question au point de vue national, les esclaves tomberont pour les mêmes raisons sous le joug du prolétariat allemand vainqueur, joug semblable à celui que la majorité des faillies ne se trouvait pas être des étrangers.

Pourtant où il y a Etat, il y a inévitable domination, et par conséquent esclavage. L'Etat sans esclavage ouvert ou déguisé est impossible ; c'est la raison pour laquelle nous sommes ennemis de l'Etat.

Que signifie "la constitution du prolétariat en classe dominante" ? Tout le prolétariat placé à la tête du gouvernement ?

Il y a peu près quarante millions d'Allemands. Est-il possible de s'imaginer ces quarante millions tous membres du gouvernement ? Si tout le peuple gouvernait, il ne resterait plus de gouvernés ou sujets, c'est-à-dire qu'il n'y aurait plus de gouvernement, il n'y aurait plus d'Etat ; tandis que, si Etat il y a, nous aurons toujours des gérants, des sujets, des esclaves.

Ce dilemme se résout aisément dans la théorie marxiste. Les marxistes par gouvernement d'un petit nombre de représentants élus par le peuple. Le suffrage universel — le droit de tout le peuple d'élire les représentants du peuple et les gérants de l'Etat — voilà le dernier mot des marxistes, comme aussi de la minorité dominante d'autant plus dangereuse qu'elle pourrait paraître comme l'expression qu'il y a de la volonté populaire.

Ainsi donc, quel que soit le point de vue auquel on examine la question, on aboutit toujours au même résultat, le gouvernement d'une minorité privilégiée sur l'immense majorité de la masse du peuple. Toutefois, nous disent les marxistes, cette minorité sera composée de travailleurs. Oui, d'anciens travailleurs, peut-être, mais qui par le fait de se transformer en gérants, c